

GRAND DÉBAT NATIONAL  
COMMISSION DE QUARTIER DE CHANTEJEAU

Réunion publique du 15 février 2019 à 20h

Animateurs (élus) : Joël BLAUD et Hervé PIQUION  
Rapporteurs (élus) : Michelle MINOT et Louissette BIGET

**RAPPORT DES DÉBATS**

Assistance : 29 personnes.

Lecture est donnée de la charte et de l'organisation du débat. Chaque thème est introduit par un animateur en déclinant les questions qui lui sont attachées. Les rapporteurs n'interviennent pas dans le débat.

## **Introduction**

Un participant partage sa réflexion sur le fait que la France est pour lui un beau pays et salue l'initiative d'avoir proposé aux Français de prendre part directement au Grand Débat National.

## **I/ Impôts et dépenses publiques**

### **1.1) TVA et Imposition**

De manière générale, la TVA est perçue comme une taxe injuste que tous les Français doivent supporter en parallèle de leur assujettissement à l'impôt.

*Propositions :*

- *Baisser la TVA de manière générale.*
- *Accentuer la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.*
- *Mener la réflexion sur la TVA à l'échelle européenne.*
- *Revoir l'impôt sur le patrimoine pour favoriser sa transmission, l'argent doit être taxé au-delà d'un certain seuil.*
- *Augmenter les impôts.*

### **1.2) Evasion Fiscale**

Un nouveau sentiment d'injustice est promulgué sur le thème de l'évasion fiscale. Les milliardaires semblent bien protégés aux yeux des participants. Le questionnement est posé sur la capacité de la Banque Centrale à intervenir sur la thématique de l'évasion fiscale.

*Propositions :*

- *Interdire les paradis fiscaux.*
- *Donner les moyens à la Banque Centrale d'intervenir.*

### **1.3) Entreprises**

Il est ajouté que les entreprises ne doivent pas être épargnées par une juste répartition de l'imposition, notamment pour celles dont le siège social est installé à l'étranger et qui ne déclarent pas leurs bénéfices réalisés sur notre territoire auprès de l'Etat français. Néanmoins, il est précisé que la taxation des entreprises ne doit pas avoir d'impact sur leur transmission à un tiers.

*Propositions :*

- *Assujettir à l'impôt toutes les entreprises qui exercent sur le territoire français.*
- *Harmoniser la législation pour les entreprises au niveau européen.*
- *Revoir les statuts juridiques des entreprises afin de redistribuer plus systématiquement les bénéfices.*
- *Taxer les actionnaires des entreprises.*

### **1.4) Transparence**

Les participants à la réunion évoquent leur souhait de connaître davantage le fonctionnement des institutions et surtout que l'utilisation de leurs impôts et taxes leur soient clairement exprimée.

*Propositions :*

- *Etre transparent sur les recettes et dépenses publiques.*
- *Etre transparent sur le coût des institutions, tel que les dépenses des ministères.*
- *Etre transparent sur les produits de consommation : connaissance de leur origine et des intermédiaires (du producteur à l'assiette du consommateur).*
- *Utiliser internet comme moyen de communication.*

### **1.5) Economies à réaliser**

Selon les participants, il devient nécessaire de revoir les priorités au niveau national en favorisant les économies et ainsi baisser la dépense publique.

*Propositions :*

- *Réduire les avantages accordés aux élus tels que les ministres, députés et sénateurs au niveau de leur « train de vie » (chauffeur, transport gratuit, logement, chauffage...).*
- *Réduire le nombre d'élus au niveau de l'Etat.*
- *Réduire le nombre de parlementaires dans les assemblées (députés et sénateurs).*
- *Diminuer le niveau des retraites allouées aux anciens Présidents et anciens Ministres ainsi que les avantages conservés au-delà de leurs mandats.*

## 1.6) Pacte social

Pour les participants, l'objectif est de ne plus laisser des personnes à l'écart de la société et du système. Cela passe par le maintien du pouvoir d'achat des ménages ou la prise en compte des personnes vivant en zones rurales.

*Propositions :*

- *Instauration d'un revenu universel pour tous.*
- *Mettre en place des structures dédiées aux personnes aidées bénéficiant du RSA afin de les réinsérer dans la société et le monde du travail par des travaux (bricolage, transmission de savoir-faire...).*
- *Favoriser le lien social dans le monde rural : installation de médecins, maintien des services publics et sociaux.*
- *Revoir l'aide sociale.*
- *Maintenir le pouvoir d'achat des ménages.*
- *Instituer un « pouvoir de bien vivre » assurant que chaque ménage soit en capacité de vivre dignement.*

## II/ Organisation de l'Etat et des collectivités publiques

### 2.1) Décentralisation des décisions et administration des régions

Au regard des participants, les grandes régions n'ont pas constitué une source d'économies pour le contribuable, avec des frais de restructuration, des déplacements coûteux et peu écologiques. Parallèlement, elles semblent avoir eu l'effet d'éloigner peut-être un peu plus les administrés de leur administration.

*Propositions :*

- *Décentraliser les décisions qui sont systématiquement prises depuis la capitale.*
- *Décentraliser les débats pour que les grandes régions se concertent et émettent un avis.*
- *Dans une Région, il ne faut pas que toutes les décisions soient concentrées dans la capitale de région non plus.*
- *Favoriser le télétravail.*

### 2.2) Millefeuille administratif

Il ressort des échanges, que la France comporterait trop de strates administratives provoquant une lenteur dans l'action des services administratifs.

*Propositions :*

- *Réduire le nombre de communes en fusionnant entre-elles les plus petites.*
- *Réduire le nombre d'échelons administratifs de manière générale.*

## 2.3) Proximité sociale

En tant qu'êtres humains, il est nécessaire que les institutions restent à l'écoute de l'ensemble des usagers et leur offrent une proximité sociale.

*Propositions :*

- *Allouer des aides afin d'aménager le territoire rural.*
- *Maintenir les services publics (éducation, justice, administrations...) au plus près des concitoyens.*
- *Mettre en place des services publics itinérants afin d'éviter la désertification des territoires.*
- *Favoriser, aider à l'ouverture, à la réouverture des lieux de convivialité (bistrot, lieux de commerces...) dans les campagnes.*
- *Orienter la politique vers les plus pauvres et ne pas uniquement favoriser les plus aisés.*

## III/ La transition écologique

### 3.1) Financement

Pour soutenir la transition écologique au sens large, les participants ont soulevé quelques possibilités de financements listées ci-dessous.

*Propositions :*

- *Dégager un budget depuis l'impôt sur le revenu.*
- *Rétablir l'écotaxe pour les transporteurs étrangers en installant des portiques aux frontières du territoire. Cette mesure est à étudier au niveau européen.*

### 3.2) Pour l'habitat

*Propositions :*

- *Augmenter l'aide à la pierre pour le locatif par l'intermédiaire de l'ANAH afin d'éviter le système fiscal actuel jugé compliqué.*
- *Aider les ménages à mettre à niveau leur habitation par rapport aux dernières normes énergétiques (isolation, chauffage, consommation en eau ou électricité) en créant par exemple une « Aide à l'artisanat ».*

### 3.3) Dans le transport

Actuellement les participants entendent de la part des autorités qu'il ne faut plus rouler avec un véhicule diesel ou à essence et qu'il est préférable de privilégier d'autres moyens de locomotion. Mais la question se pose de savoir quel accompagnement est prévu par l'Etat afin gérer cette transition en douceur pour les Français ? Pour remplacer leur véhicule, les Français ont besoin d'avoir des directives claires et transparentes.

*Propositions :*

- *Mettre en place d'un apport direct de l'Etat pour participer au renouvellement des véhicules des ménages à revenus modestes.*

- *Développer les véhicules électriques et à hydrogène en pondérant les coûts d'entretien.*
- *Bénéficier d'une politique claire et durable en matière de transports avec une information diffusée auprès de tous.*
- *Mettre en concurrence de la SNCF.*
- *Rouvrir des petites gares locales.*
- *Favoriser le fret ferroviaire pour les poids lourds devant traverser le territoire.*
- *Encourager la consommation de marchandises issues du tissu local afin de diminuer les frais de transports et l'impact sur l'environnement.*
- *Moduler le prix des péages autoroutiers en fonction des cylindrées des véhicules.*

### 3.4) Au niveau de l'agriculture

D'après les échanges, cette thématique doit être au cœur des débats au niveau européen de manière à prodiguer une agriculture plus juste pour les exploitants et davantage respectueuse de l'environnement. Cette transition doit être progressive et accompagnée.

*Propositions :*

- *Réattribuer les subventions de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture en reconversion.*
- *Favoriser une agriculture biologique de manière progressive.*
- *Mettre en place des laboratoires de recherche indépendants des grands groupes.*
- *Etre transparent sur les modes de culture et d'élevage vis-à-vis du consommateur.*

### 3.5) Divers :

Il est consenti durant les échanges que la transition écologique doit passer par des actions concrètes permettant de diminuer la pollution dans la nature ainsi que dans les villes. Il est également suggéré que la préservation de la santé des individus soit un enjeu majeur dans la transition écologique.

## IV/ Démocratie et citoyenneté

### 4.1) Citoyenneté

- **Le vote blanc** : les participants sont favorables à son instauration.
- **Le vote obligatoire** : les participants sont favorables à sa mise en place.
- **Mise en place d'une proportionnelle aux élections** : les participants y sont favorables mais peut-être pas de façon intégrale afin de conserver une majorité.
- **Les élus** :
  - Il est souhaité que l'ensemble des élus fassent preuve d'une totale exemplarité de citoyenneté et qu'ils respectent les lois.
  - Il est proposé que les députés soient élus à mi-mandat par rapport au mandat du Président.

- Il est proposé que le Sénat soit remplacé par une assemblée de citoyens tirés au sort pour une durée de 3 à 4 mois avant renouvellement.
  - Il est proposé qu'1/4 ou 1/3 des élus soient tirés au sort pour les collectivités locales ou bien pour siéger à l'Assemblée Nationale.
  - Il faut pouvoir assurer la disponibilité des élus tirés au sort en leur garantissant leur emploi à l'issue de leur mandature.
- Les lois doivent aussi pouvoir être proposées par les citoyens directement.

## 4.2) Immigration

Les participants évoquent la France comme un territoire d'accueil pour les migrants et rappellent que leur arrivée sur le territoire peut être une richesse pour le pays. Selon les échanges, compte tenu du réchauffement climatique et des pressions qui ont pu avoir lieu sur certains pays, la question de l'immigration va s'amplifier de plus en plus.

*Propositions :*

- *Harmoniser l'immigration au niveau européen.*
- *Abroger les Accords de Dublin.*
- *Mettre en place un système d'intégration des personnes migrantes afin qu'elles puissent notamment apprendre le français.*
- *Simplifier les démarches d'obtention de carte de séjour au niveau des Préfectures afin de gagner en rapidité d'action.*
- *Mettre en place une immigration choisie.*

## 4.3) Laïcité

Il est rappelé que laïcité est une valeur primordiale de notre démocratie et qu'elle doit s'appliquer dans tous les domaines. Pour les participants, la loi de 1905 sert de référence dans ce cadre et doit être pleinement suivie car la loi est au-dessus des religions.

*Propositions :*

- *Faire un état des lieux entre les différentes religions et l'Etat.*
- *Faire en sorte que l'Etat mais aussi la société soient laïques.*
- *Instaurer la laïcité dans les écoles sous contrat.*